

**INTERVENTION DE FRANCOIS HOLLANDE
CONSEIL NATIONAL
MARDI 25 MARS 2008**

Chers Camarades,

C'est avec plaisir que je vous retrouve au Conseil national après une victoire. Nous avons connu, dans le passé, des événements plus douloureux et nous pouvons donc savourer celui présent.

Il nous faut apprécier cette victoire, essayer d'en mesurer l'ampleur, d'en expliquer les causes et d'en juger la portée pour en tirer toutes les conséquences utiles pour le parti socialiste, bien sûr, pour la gauche elle-même et pour le pays.

C'est une victoire incontestable pour la gauche. La défaite de la droite est tout aussi incontestable. Si j'insiste là-dessus c'est parce que, au fur et à mesure du temps qui passe, la droite fait comme s'il ne s'était rien passé dans le pays, comme si les Français n'avaient pas délivré un message, comme s'ils avaient simplement voté, ici ou là, sans que ce scrutin ait une signification. Il nous appartient donc d'en fixer les caractéristiques.

La victoire de la gauche n'est pas une victoire à une élection nationale, convenons-en. Ce n'est pas le troisième tour de l'élection présidentielle ou la revanche des élections législatives. Il s'agit bien d'élections locales –cantonales, municipales- avec à chaque fois des enjeux clairement identifiés. Mais, une fois prise cette précaution, on peut aussi marquer –à travers l'agrégation des résultats sur le territoire- un sens et donner une sortie à ce que les Français ont voulu signifier.

La victoire de la gauche est incontestable en voix : aux élections cantonales – parce que c'est sûrement le scrutin qui nous permet de juger du rapport de forces- la gauche a fait plus de 51,7 % des voix et le Parti socialiste a réussi, là, un des meilleurs résultats de ces 20 dernières années avec 35 % des voix.

La victoire est incontestable en nombre de villes. Nous avons gagné, en net, 51 villes de + de 20 000 habitants. J'avais moi-même fixé un objectif de 30 villes... Il est largement dépassé ! Et pour ceux qui, à juste raison, veulent faire des comparaisons avec 2001, nous avons perdu –cette année là- 21 villes en net, mais je n'oublie pas ce que nous avons gagné en force d'agglomérations, notamment avec les victoires de Paris et de Lyon.

Il n'y a donc pas de rééquilibrage par rapport à 2001 ; il y a un succès qui s'ajoute à des victoires de 2001 et qui annule des défaites d'il y a 7 ans et qui permet d'autres avancées.

De la même manière, sur les 39 agglomérations de + de 100 000 habitants, 27 désormais sont à gauche, 12 sont à droite. Et en départements, la gauche dirige 58 conseils généraux sur 100.

Il y là, c'est vrai, une ampleur qui devrait se retrouver –normalement- dans les prochains renouvellements sénatoriaux ; mais il se trouve que, compte tenu de l'anomalie liée à un mode de scrutin, il est possible que même avec ces victoires,

même en ayant 20 régions sur 22, une majorité de départements, les grandes agglomérations, la plupart des villes de France quelle qu'en soit la taille, nous n'obtenions pas la majorité au Sénat avant, peut-être, notre fin de vie. Il faudra, là aussi, en tirer toutes les conséquences sur le plan du mode scrutin dans le cadre de la prochaine réforme institutionnelle.

Quelles sont les causes de cette victoire ?

Il y a d'abord celles qui reviennent aux équipes qui se sont présentées ville par ville, département par département. Ce sont elles qui ont gagné les élections municipales et cantonales et je veux ici les saluer.

Il y a aussi le fait que nous sommes regardés, au plan local, par nos concitoyens comme ceux qui portent des projets qui modernisent les territoires et protègent les individus.

Il ne faut tout de même pas négliger l'ampleur de l'abstention. Mais, il n'empêche ! Il y a eu la volonté au plan local de nous confier des responsabilités.

Il y a eu la volonté d'une majorité de nos concitoyens d'adresser un avertissement, mieux une sanction, au pouvoir en place par rapport à son comportement –celui du Président de la République-, mais surtout par rapport à sa politique et il y a un thème qui a été dominant dans cette campagne, que nous avons d'ailleurs porté y compris à travers les propositions que nous avons faites ville par ville, département par département, celui du pouvoir d'achat.

Une fois que nous avons mesuré l'ampleur de la victoire, analysé les causes, que devons-nous faire de cette victoire ?

Elle doit d'abord être utile aux Français. La victoire nous oblige à mettre en œuvre dès à présent nos propositions et ensuite à peser sur les choix du Président de la République et du Premier ministre.

Nous exerçons un pouvoir, mais pas le pouvoir. Un pouvoir parce que nous sommes aujourd'hui en responsabilité de la plupart des grandes collectivités. Et nous avons, par les lois de décentralisations, des instruments, des leviers, des compétences, des moyens. Et nul ne peut feindre aujourd'hui de les ignorer. Certes, nous n'avons pas le pouvoir ; nous ne sommes pas responsables de la politique économique du pays, pas davantage de la politique de l'emploi et pas plus sur le pouvoir d'achat que sur les services publics. Nous sommes, à bien des égards même, en situation de subir les choix qui seront prochainement faits par le gouvernement. Mais, nous devons revendiquer une part du pouvoir. Nous ne sommes pas simplement une force d'opposition ; nous ne sommes pas là simplement pour empêcher, pour contredire, pour contester. Nous sommes là, investis par une majorité de nos concitoyens dans les villes, les départements et les régions, pour être immédiatement utiles.

Nous devons avoir le souci de l'efficacité par rapport à nos engagements sur des sujets qui sont majeurs : l'accueil de la petite enfance, la lutte contre l'échec scolaire, la politique de transports, de logement, d'environnement. Sur ces questions, nous sommes en situation de responsabilité et nous devons faire des choix essentiels pour nos territoires.

Dès lors que nous sommes conscients que nous disposons de compétences, de leviers, de moyens, de ressources, nous devons aussi travailler en coordination. C'est le souci de la cohérence qui doit s'ajouter au souci de l'efficacité. Si nous partons en ordre dispersé, si à la tête de nos départements, de nos villes, de nos régions, nous considérons que nous ne sommes tenus par rien de ce qui fait notre ensemble, de ce qui fait notre collectif, que nous sommes en droit de décider comme nous le voulons des choix pour nos collectivités, si nous prenons même des décisions contradictoires par rapport à ce que font d'autres villes, d'autres départements, d'autres régions, comment alors serons-nous regardés comme socialistes !

C'est pourquoi je pense qu'il est utile, nécessaire, d'avoir un conseil des territoires avec la Fnesr, le PS, dans le respect de liberté de chacun. Mais avoir justement cette coordination, ce souci de porter ensemble des politiques exemplaires.

Nous devons aussi le faire parce que nous allons subir dans les jours, les semaines qui viennent la politique du gouvernement. Déjà les dotations aux collectivités locales vont être révisées à la baisse, les transferts de charges supplémentaires vont être renvoyés sur les collectivités, les baisses d'impôts qui ont été accordées dans le cadre du paquet fiscal vont avoir des traductions y compris sur les décisions budgétaires, fiscales donc, de nos collectivités.

Si nous y allons, là encore, en ordre dispersé face aux initiatives du pouvoir, alors nous laissons la droite nous diviser entre départements, régions, grandes villes et plus petites. Nous devons donc faire aussi preuve de clarté dans les revendications que nous allons émettre, dans la pression que nous allons exercer sur le pouvoir et dans notre capacité à faire respecter nos politiques locales.

Nous devons faire de cette victoire un moment utile pour les Français pour peser sur les choix du Président et de François Fillon. J'écoutais cet après-midi le Premier ministre répondant à une interpellation de Jean-Marc Ayrault : finalement, les Français avaient voté et ils ne changeraient rien ! Rien sur les choix antérieurs –paquet fiscal et autres. Rien non plus sur leurs intentions pour l'avenir. Et les projets qui se préparent, aussi bien pour les retraites, la protection sociale ou les services publics –ce qu'ils appellent la modernisation de l'économie-, risquent d'avoir des conséquences graves sur les équilibres de notre pays.

Nous devons donc utiliser la force qui est la nôtre aujourd'hui –sans la surestimer- et le mandat que nous a donné le peuple français pour faire notre travail d'opposition crédible. Nous devons faire en sorte, sur le pouvoir d'achat, sur les services publics, sur la protection sociale, d'être au rendez-vous.

C'est la raison pour laquelle je propose que nous puissions –groupes parlementaires, parti socialiste, en liaison avec le Conseil national du Parti- mettre en place trois groupes de travail sur ce que nous savons être les sujets de l'après municipales :

- D'abord les retraites et le financement de la protection sociale
- Ensuite, la fonction publique et la réforme de l'Etat, avec les conséquences sur les collectivités locales
- Enfin, la préparation de la présidence de l'Union européenne.

Je veux que nous soyons une opposition qui puisse faire entendre sa voix, y compris pour être une alternative dès à présent.

Victoire qui doit être utile aux Français, victoire qui doit être un atout pour le Parti socialiste et pour la gauche.

J'entends parfois –il y a des esprits qui à défaut d'être pervers sont tordus- certains nous dire que cette victoire du Parti socialiste est une très mauvaise nouvelle pour le Parti socialiste. S'il avait perdu, il aurait été plus beau, plus moderne, plus renouvelé. Il a donc gagné ; c'est terrible ! On comparerait même, parfois, à la SFIO du temps d'avant Epinay ! Parce que notre victoire serait un renoncement !

Nous aurions donc tout le pouvoir local –c'est la première fois dans l'histoire même de la Vè République depuis les lois de décentralisations- et nous aurions renoncé au pouvoir d'Etat !

Il nous faut donc être clairs : si nous sommes puissants à travers les collectivités locales nous pourrons préparer l'alternative au plan national.

Nous ne serons pas là simplement comme gestionnaires de nos collectivités. Nous serons là pour, à travers la confiance renforcée par nos gestions, préparer l'alternative en 2012.

J'entends aussi que ces victoires seraient un frein à la rénovation du Parti socialiste. Finalement, il n'y aurait rien à changer au Parti socialiste puisque nous aurions gagné !

Nous sommes lucides. Nous savons bien que ce que nous avons réussi à collecter comme suffrages, à obtenir comme confiance, provient aussi du rejet de la droite, de l'exaspération que la politique de Nicolas Sarkozy suscite chez nos concitoyens. Nous sommes clairvoyants et nous sommes aussi confiants dans le processus de rénovation pour décider de la poursuivre.

Notre victoire doit être une étape, une étape dans la reconquête parce que ces victoires ont permis un renouvellement imposant du Parti socialiste, aussi bien sur le plan générationnel que sur le plan de la parité et de la diversité. Nous devons mettre cette victoire au service de la reconquête parce que nous devons construire un projet collectif.

C'est une étape dans la rénovation du Parti socialiste parce que nous n'allons pas ralentir, mais accélérer ce processus à travers, notamment, les conclusions à tirer de nos forums.

Ce doit être aussi une étape importante dans le rassemblement de la gauche. Nos victoires, nous les devons au rassemblement de la gauche. Et nous devons parfois nos défaites –il y en a eu quelques-unes- aux divisions de la gauche. La stratégie du Parti socialiste, encore confortée par les élections qui viennent de se dérouler, c'est le rassemblement de la gauche dès le premier tour et, à tout le moins, au second tour.

Mais c'est aussi une stratégie qui doit rassembler au-delà. Mais sur la base des principes et des règles que j'avais fixés avant les élections municipales : pourront nous rejoindre tous ceux qui acceptent notre projet –cela vaut pour un projet local comme pour un projet national-, tous ceux qui acceptent toutes nos

alliances à gauche et qui se situent clairement dans l'opposition à la politique de Nicolas Sarkozy.

Voilà le fondement de la stratégie de rassemblement du Parti socialiste, et c'est cette stratégie-là qui s'est trouvée victorieuse pour les élections municipales et cantonales.

CONCLUSION

Au terme du processus de rénovation que nous avons engagé dès le lendemain des élections législatives, et après notre victoire, nous pourrions engager dès à présent le débat de congrès. C'était d'ailleurs aussi une proposition qui m'avait été faite, il y a un an, au lendemain de notre défaite aux élections législatives. J'avais considéré et je considère encore aujourd'hui que ce n'est pas le moment et que nous avons avantage à maintenir le calendrier tel qu'il était prévu, c'est-à-dire le congrès à sa date.

Il ne s'agit pas de gagner du temps, en tout cas pas pour moi. Il s'agit d'être à la hauteur de la confiance qui nous a été accordée, du mandat que nous avons reçu.

Nous devons tout faire dans ces trois ou quatre mois pour mener notre travail d'opposition, faire des propositions et poursuivre notre rénovation. Je vous demande à travers le texte qui vous est présenté d'aller vers le maintien du congrès à sa date, mais à une condition : que nous occupions ce temps-là pour être vraiment dans un processus de travail et dans un collectif.

S'il s'agit finalement d'engager la préparation du congrès tout de suite, d'ouvrir dès à présent nos compétitions, alors nous ne donnerons pas l'image de travail que je souhaite. Il s'agira pour nous, sur la base du consensus, de savoir quel doit être le cadre de notre vie au sein du parti socialiste, pourquoi nous avons accepté d'être au parti socialiste, d'en respecter les règles, de faire en sorte que nous puissions, au-delà de nos différences légitimes, vivre ensemble et être une grande force, où ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous sépare.

Si nous ne mettons pas là la précaution indispensable, si nous ne fixons pas les règles qui nous permettent de vivre ensemble, on pourra avoir tous les débats de congrès nécessaires, nous n'aurons pas au lendemain de notre congrès la capacité à vivre durablement ensemble.

Il nous faut aussi, durant ce temps-là, déterminer pourquoi nous sommes socialistes, ce que signifie être socialiste ; et c'est tout l'enjeu de la déclaration de principes. S'il s'agit simplement de dire « nous sommes socialistes, parce que nous sommes socialistes... », finalement le travail aura été assez élémentaire, pour ne pas dire frustré.

Mais, s'il s'agit de dire pourquoi nous sommes socialistes au début de ce siècle, ce qui fait que nous avons décidé de nous engager dans une grande force qui n'est pas simplement ici en France, mais partout en Europe et dans le monde, et que signifie le progressisme aujourd'hui, alors nous pouvons non seulement nous rendre service à nous-mêmes, mais aussi être utile à tous ceux qui veulent faire avec nous un bout de chemin.

Nous devons, dans ce temps-là, émettre des propositions par rapport aux initiatives du pouvoir.

Voilà ce que je voulais que notre conseil national soit : un moment où nous constatons nos victoires, où nous mesurons quelle est leur portée, où nous soyons suffisamment lucides pour en connaître les causes et suffisamment conscients des enjeux qui viennent pour nous mettre au travail.

Après plus de 10 ans passés à la tête du Parti socialiste, voilà ce que je ressens : pendant ces 10 ans-là, nous avons connu de grandes victoires et, hélas, des défaites. Ce qui nous a manqué, c'est de ne pas avoir toujours bien su assumer nos défaites et gérer nos victoires.

C'est pourquoi, il ne va pas falloir simplement bien gérer la victoire, il va falloir bien organiser la prochaine. Faites en sorte que nous en soyons dignes.